

ABONNEMENT

SOMMUR	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
POSTE	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

SAUMUR, 28 JUILLET

Suite des impôts

Il faut appeler les choses par leur nom. Le vote qui a clos momentanément l'inénarrable comédie jouée aux Folies-Parlementaires par le ministre, la commission du budget et les députés dans la question des sucres, n'est en somme que la première pierre d'un nouvel impôt et non de ceux qui frapperont le moins cruellement le petit consommateur. C'est au bas mot un surcroît de trente à quarante millions de francs par an que le sucre, cet objet de première nécessité aujourd'hui, va être appelé à verser en plus dans les caisses du trésor républicain. Qui sera la première, la plus directe victime de l'impôt ? c'est le consommateur, puisqu'agriculteurs et industriels commenceront comme toujours, et l'on ne peut les blâmer, par demander à la vente du produit le remboursement du surcroît d'impôt dont l'État républicain le frappe.

Ce surcroît frappe donc directement et cruellement le consommateur, le travailleur dont le salaire, dans ces temps de crises de toute nature, diminue de jour en jour. Et voyez un peu ce qui se passe autour de nous. Le prix du sucre en Angleterre ne dépasse pas cinquante centimes le kilog. Il enivre dans la consommation courante des animaux domestiques ; on le fait même servir à la fabrication de certains ciments. Nous exportons en Belgique des sucres à quinze centimes la livre, et c'est en réalité le prix maximum auquel il revient chez nous : quinze centimes !

Ce qui le rend cher, ce qui va le rendre inabordable désormais, ce n'est donc pas sa valeur propre, qui est insignifiante, mais les effrayables droits dont il est atteint et dont on va le charger encore.

On a dit que la République était le gouvernement « à bon marché » par excellence.

Pour qui, S. V. P. ?

LOI SUR LE RECRUTEMENT

La Commission de l'armée a adopté les modifications suivantes à l'article 21 de la loi du recrutement :

« En temps de paix, après un an de présence, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve :

1° L'ainé d'orphelins de père et de mère ou l'ainé d'orphelins de mère dont le père est légalement déclaré absent ou interdit ;

2° Le fils unique ou l'ainé des fils, ou à défaut de son fils, le gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve ou d'une femme dont le mari a été légalement absent ou interdit, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année ;

3° Le fils unique ou l'ainé des fils d'une famille de sept enfants au moins.

Dans les cas prévus par les trois paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense, si le frère aîné est aveugle ou atteint

de toute autre infirmité incurable qui le rend impotent.

» 4° Le plus âgé des deux frères inscrits la même année sur les registres du recrutement cantonal ou faisant partie du même appel ;

» 5° Celui dont un frère sera présent sous les drapeaux au moment de l'appel de la classe, soit comme officier, soit comme appelé, comme engagé volontaire pour trois ans au moins, soit comme rengagé breveté ou commissionné. »

Nous devons faire remarquer que ces modifications adoptées à l'unanimité avaient été proposées en grande partie par deux députés de la Droite, MM. de Montfort et Porteu.

RUELLE DANTON ET RUE CONSTANS

Donner le nom d'un homme, d'un événement à une rue, c'est évidemment vouloir honorer, du même coup, et cet homme et cet événement.

Le Conseil municipal de Paris vient de donner à une rue de Paris le nom de *rue Danton*, pour honorer Danton, et M. Constans ratifie cet honneur.

Or qu'est-ce qui domine dans la vie de Danton ? Ce sont les horribles massacres de septembre ; c'est lui, Danton, qui en est l'auteur principal et le principal complice. C'est lui qui, le 28 octobre, obtint ce décret des visites domiciliaires au moyen desquelles, les 29 et 30 août, on remplit les prisons pour les vider, comme on le sait, au 2 septembre. C'est lui qui autorise même par son absence et qui couvre, pour ainsi dire de son ombre, les massacres accomplis dans les prisons.

On ne peut plus dire aujourd'hui que c'eût été l'effet d'un soulèvement populaire.

M. Wallon, le père de la République, nous le disait jeudi au Sénat : « On a des pièces qui établissent le véritable et immonde caractère du massacre. » Et les remerciements adressés publiquement aux égorgés par Danton dans cette phrase relatée par un de ses journaux : « Ce n'est pas le ministre de la justice qui vous remercie, c'est le ministre de la Révolution ! »

Sait-on ce que M. Constans a répondu au juste *tolle* d'indignation par lequel la droite sénatoriale a accueilli la ratification de l'honneur fait ou autorisé par lui, au nom hideux de ce ministre qui un peu plus tard laissait partir sous le couvert du ministère de la justice une proposition tendant à septembriser la France entière ?

« J'ignorais absolument la participation de Danton aux journées de septembre. » Un comble ! Mais une pareille affectation d'ignorance n'est pas une excuse. L'autre excuse est que la rue n'est qu'une ruelle.

En tous cas, M. Constans connaît maintenant et il ratifie de plus belle. De fait, la « ceinture dorée » pouvait-elle ne pas comprendre et honorer celui que Marat nommait en pleine Convention « une prostituée » et les bandits des journées de septembre « leur citoyen maître » ?

Quant au Conseil municipal parisien, vous verrez si un accident vient à interrompre M.

Constans dans son inqualifiable carrière, qu'il débaptisera la rue Richer pour lui donner le nom de *rue Constans*. Une ruelle serait insuffisante pour ce dépotoir. EDOUARD GRIMBLOT.

INFORMATIONS

LA SESSION DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Une rumeur circulait samedi dans le salon de la Paix. Il paraîtrait que le ministre de l'intérieur aurait décidé, d'accord avec son collègue des finances, de soumettre au prochain conseil de l'Élysée un décret retardant jusqu'en septembre la session des Conseils généraux. Les Chambres pourraient éterniser alors en toute liberté leurs intéressants débats sur les contributions et sur les sucres, au besoin, prolonger leur session jusqu'à fin août pour épuiser leur ordre du jour.

LES EMBLÈMES RELIGIEUX

On a distribué le rapport de M. Forcioli sur le projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux.

Le serment « devant Dieu » sera désormais supprimé.

De plus, l'article dernier de ce projet interdit de placer dans les salles d'audience de tribunaux et dans les salles servant à l'instruction des crimes ou délits, ou aux enquêtes officielles, aucun emblème religieux.

Il y a longtemps que la franc-maçonnerie qui nous gouverne voulait chasser « légalement » Dieu du prétoire et proscrire tout emblème religieux. Le but sera désormais atteint.

Il n'y avait pas assez de fonctionnaires, en France, paraît-il, bien que l'armée de ces budgétivores coûte 200 millions. C'est pourquoi M. Constans rêve de doter le pays d'une nouvelle légion de salariés. Les faits qui se sont passés sur l'Hippodrome de Colombes seront le prétexte de cette création. Dans la pensée réformatrice du ministre de l'intérieur, il faut qu'il y ait dorénavant, sur chaque champ de courses, un commissaire spécial assisté d'un corps d'agents tout aussi spéciaux et parfaitement rétribués. Dans l'état peu prospère du budget, le projet de M. Constans est tout à fait remarquable.

Crise municipale à Montpellier

On mande de Montpellier, 25 juillet :

« Aucun mariage n'a pu être célébré hier à la mairie par suite de crise municipale. Tous ceux annoncés pour demain samedi, ont été renvoyés à la semaine prochaine.

» A la longue liste des démissions signalées hier, il faut ajouter celles du conseil des prud'hommes et du vice-président du bureau de bienfaisance. »

Le correspondant particulier des *Débats* télégraphie de Montpellier, le 24 juillet :

« On prévoit de nouvelles démissions, et notamment celles des membres du Bureau de bienfaisance et de la Caisse d'épargne. Les conseillers généraux des trois cantons de Mont-

pellier se démettront de leur mandat à l'issue de la réunion privée que doivent tenir lundi prochain les membres du Conseil général. Les services municipaux sont désorganisés. On ne voit plus à la mairie le maire et les adjoints. M. Déandréis, député, attend, pour donner sa démission, que le projet de loi dont il a pris l'initiative ait été discuté.

« Le mouvement protestataire reste toujours sur le terrain des revendications locales et rallie toutes les adhésions sans distinction de partis.

» On croit que si les réclamations des habitants de Montpellier n'étaient pas admises, les candidats et les électeurs s'entendraient pour qu'il ne fût pas répondu aux convocations que vont rendre nécessaires toutes ces démissions. »

Bravos ! voilà des Français qui savent avoir une volonté, s'entendre du haut en bas de l'échelle, et mettre le gouvernement dans l'embarras.

Le préfet de l'Hérault est arrivé à Paris pour conférer avec le ministre de l'intérieur au sujet des incidents de Montpellier.

Au point de vue parlementaire, l'affaire sera discutée probablement mardi prochain à la Chambre.

C'est pour cela qu'on statuera sur la prise en considération de la proposition de M. Déandréis tendant à ce qu'à l'avenir aucune Faculté ne puisse être créée que par une loi.

A la suite de la démission du Conseil municipal de Montpellier pour les causes qu'on connaît et en présence du refus de certains citoyens auxquels on avait offert de faire l'office temporaire de délégués municipaux, M. Constans, ministre de l'intérieur, vient de faire signer un décret instituant à Montpellier une délégation composée de trois membres pris parmi les employés de la préfecture de l'Hérault, et chargée de suppléer la municipalité et le Conseil municipal démissionnaires, de manière à ne pas laisser plus longtemps interrompu le cours de la vie civile et des affaires municipales.

Cette décision est prise en vertu des articles 44 et 45 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Dans un délai de deux mois, il devra être pourvu, à Montpellier, conformément à la loi, à l'élection d'un nouveau Conseil municipal.

Toutefois, si cette élection ne donnait pas de résultat, la délégation continuerait à fonctionner jusqu'à ce qu'il soit possible de constituer un nouveau Conseil municipal.

ÉTRANGER

AMÉRIQUE. — Encore une révolution en Amérique.

Voici les dépêches de Buenos-Ayres qui rapportent les événements de la République Argentine :

« Buenos-Ayres, 26 juillet.

» A l'inauguration de leurs officiers, les soldats du 10^e régiment cantonné à Buenos-Ayres se sont mis en état de révolte contre le gouvernement.

» Le gouvernement a proclamé l'état de siège à Buenos-Ayres.

